

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 928

7 avril 2015

SOMMAIRE

AB Institutional Series B	44521	CLT-UFA	44500
Alcyone Investment Sicav	44502	Concept I SICAV	44501
Allra S.A., Sicav	44503	CS Interiors S.à r.l.	44543
Aquimmo S.A.	44498	Degroof Equities	44499
ARAM Holding S.A.	44532	Externe Holding S.A.	44537
Arcis Consulting S.A.	44533	Hoparlux S.A.	44498
Ariel SPF SA	44533	Italfortune International Fund	44500
Armeria	44533	JKC Fund	44503
Arnage Immo S.à r.l.	44534	Kadmos SPF S.A.	44498
Arnica Holding S.A.	44534	Katla Fund	44544
Arnica S.A.	44534	Le Bois du Breuil S.A.	44521
Artemis Connections S.A.	44535	LSF8 Lux Investments IV S.à r.l.	44522
Atlas European Holdco I S.à.r.l.	44535	Mantex SICAV	44519
Baatz Participations S.A.	44520	M.I.D. Services S.A.	44519
Banque Coopérative Européenne S.A. ...	44536	PEH Quintessenz Sicav	44501
B+C Beschläge S.à.r.l.	44535	Prognosia Fund S.A., SICAV	44503
Bedford Lux S.à r.l.	44536	Rouvier	44520
Bikbergen, Barge S.A.	44536	SEFker Capital SCSp	44536
Blue Sea Capital Adriatic Investment SCSp	44536	Select Global	44499
BNP Paribas Fortis Funding	44521	Stesa S.A.	44544
Bouwfonds International Real Estate Fund Services Luxembourg S. à r.l.	44537	St. Modwen Properties I S.à r.l.	44544
Capital International Fund	44518	Sylux S.A.	44520
Charisma Sicav	44502	Task 7 S.A.	44532
		Trias Pool VI - T S.à r.l.	44522

Kadmos SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 83.905.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 29 avril 2015 à 17.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et des comptes de profits et pertes et affectation des résultats au 31.12.2014.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015039482/1031/15.

Hoparlux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 69.800.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 mai 2015 à 16.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015048885/10/18.

Aquimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 101.762.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 24 avr. 2015 à 16:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2014.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Pour être admis à l'assemblée, tout détenteur d'actions au porteur est prié de déposer ses titres au siège social cinq jours francs avant l'assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015050926/1267/18.

Degroof Equities, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 24.189.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 27 avril 2015 à 11.00 heures au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31.12.2014
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire et les décisions seront prises à la majorité simple des voix exprimées des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Les détenteurs d'actions au porteur de la Société sont tenus de déposer ces actions auprès de Banque Degroof Luxembourg S.A. (ci-après " BDL ") agissant en tant que dépositaire au sens prévu par l'article 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après la " Loi de 1915 ").

Les droits afférents aux actions au porteur ne pourront être exercés qu'en cas de dépôt de l'action au porteur auprès de BDL conformément à l'article 42 de la Loi de 1915.

Toute action au porteur qui n'aura pas été déposée auprès de Banque Degroof Luxembourg S.A. au 18 février 2016 sera rachetée suivant les termes du prospectus et le prix de rachat sera déposé auprès de la Caisse de consignation.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande, et sans frais, auprès du siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015050922/755/29.

Select Global, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 186.547.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 27 avril 2015 à 10.00 heures au siège social de la Société, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31.12.2014
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'Assemblée et les décisions seront prises à la majorité simple des voix exprimées des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande, et sans frais, auprès du siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015050925/755/23.

Italfortune International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 8.735.

Shareholders are hereby convened to the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will take place at 11/13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg on *April 28, 2015* at 3.30 p.m. for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

Agenda:

1. Reports of the Board of Directors and of the Auditor
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets for the year ended as at December 31, 2014
3. Allocation of the net results
4. To discharge the Directors with respect to their performance of their duties during the financial year December 31, 2014
5. Statutory Appointments

Shareholders are advised that resolutions will be passed by a simply majority of the votes cast by those shareholders present or represented and voting at the Annual General Meeting.

In case you should not be able to participate personally in the above Annual General Meeting, you have the possibility to have yourself represented. For this purpose, those shareholders are kindly asked to contact the Fund Corporate Services of RBC Investor Services Bank S.A. (Telephone No. +352 2605 4290) to obtain a proxy form and send such proxy form completed and duly signed to RBC Investor Services Bank S.A., 14 Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, for the attention of Fund Corporate Services - Domiciliation (or at Fax No. +352 / 2460-3331) by April 27, 2015, 9.00 a.m. (C.E.T.) at the latest.

If you wish to participate in person at this Annual General Meeting, we kindly ask you to inform the Company, in writing, at the address mentioned above, not later than April 23, 2015.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015050923/755/29.

CLT-UFA, Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.

R.C.S. Luxembourg B 6.139.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi *15 avril 2015*, à 10.30 heures, au siège social (45 bld Pierre Frieden, L-1543 Luxembourg-Kirchberg), pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du réviseur d'entreprises agréé sur l'exercice 2014
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au réviseur d'entreprises agréé
5. Nominations légales et statutaires
6. Divers.

Conformément à l'article 21 des statuts, les propriétaires de titres au porteur auront à effectuer le dépôt de leurs titres au moins cinq jours avant la réunion, soit au siège social de la société, soit auprès de ING Luxembourg S.A. (Mme Valérie Bergmann (tél: 00352.44.99.49.16, courriel: ca@ing.lu)

De même, conformément à l'article 22 des statuts, les propriétaires de titres qui souhaiteront se faire représenter à ladite Assemblée devront faire parvenir leur procuration au siège de la société (à l'attention de M. Edouard de Fierlant) cinq jours avant la réunion.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015046757/1433/24.

PEH Quintessenz Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 38.269.

Die Aktionäre der PEH QUINTESSENZ SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 15. April 2015 um 13:00 Uhr am Sitz der Gesellschaft stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates sowie des zugelassenen Wirtschaftsprüfers
2. Genehmigung des geprüften Jahresberichtes zum 31. Dezember 2014
3. Ergebnisverwendung
4. Entlastung des Verwaltungsrates
5. Wahl oder Wiederwahl des Wirtschaftsprüfers
6. Wahl oder Wiederwahl der Mitglieder des Verwaltungsrates
7. Vergütung der Verwaltungsratsmitglieder
8. Verschiedenes

Die Abstimmung über die Punkte der Tagesordnung erfordert kein bestimmtes Anwesenheitsquorum und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst. Grundlage für die Beschlussfassung sind die am fünften Tag vor der ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 (4) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Die Aktionäre sind berechtigt, an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen oder sich vertreten zu lassen. Aktionäre, die sich vertreten lassen möchten, können eine entsprechende Vollmacht bei der Axxion S.A., 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, (Fax: +352 76 94 94 - 599, E-Mail: legal@axxion.lu) anfordern und werden gebeten, diese bis zum o.g. Stichtag unterschrieben an die Gesellschaft zurückzusenden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2015046784/29.

Concept I SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 135.989.

Die Aktionäre der Concept I Sicav werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 15. April 2015 um 09:00 Uhr am Sitz der Gesellschaft stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates sowie des zugelassenen Wirtschaftsprüfers
2. Genehmigung des geprüften Jahresberichtes zum 31. Dezember 2014
3. Ergebnisverwendung
4. Entlastung des Verwaltungsrates
5. Wahl oder Wiederwahl des Wirtschaftsprüfers
6. Wahl oder Wiederwahl der Mitglieder des Verwaltungsrates
7. Vergütung der Verwaltungsratsmitglieder
8. Verschiedenes

Die Abstimmung über die Punkte der Tagesordnung erfordert kein bestimmtes Anwesenheitsquorum und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst. Grundlage für die Beschlussfassung sind die am fünften Tag vor der ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 (4) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Die Aktionäre sind berechtigt, an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen oder sich vertreten zu lassen. Aktionäre, die sich vertreten lassen möchten, können eine entsprechende Vollmacht bei der Axxion S.A., 15, rue de

Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, (Fax: +352 76 94 94 - 599, E-Mail: legal@axxion.lu) anfordern und werden gebeten, diese bis zum o.g. Stichtag unterschrieben an die Gesellschaft zurückzusenden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2015046782/29.

Alcyone Investment Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 129.943.

Les actionnaires de la Société sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 17 avril 2015 à 11h30 au siège social de la Société, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31.12.2014
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité simple des voix exprimées des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande, et sans frais, auprès du siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015046794/755/24.

Charisma Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 72.483.

Die Aktionäre der Charisma Sicav werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 15. April 2015 um 15:00 Uhr am Sitz der Gesellschaft stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates sowie des zugelassenen Wirtschaftsprüfers
2. Genehmigung des geprüften Jahresberichtes zum 31. Dezember 2014
3. Ergebnisverwendung
4. Entlastung des Verwaltungsrates
5. Wahl oder Wiederwahl des Wirtschaftsprüfers
6. Wahl oder Wiederwahl der Mitglieder des Verwaltungsrates
7. Verschiedenes

Die Abstimmung über die Punkte der Tagesordnung erfordert kein bestimmtes Anwesenheitsquorum und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst. Grundlage für die Beschlussfassung sind die am fünften Tag vor der ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 (4) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Die Aktionäre sind berechtigt, an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen oder sich vertreten zu lassen. Aktionäre, die sich vertreten lassen möchten, können eine entsprechende Vollmacht bei der Axxion S.A., 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, (Fax: +352 76 94 94 - 599, E-Mail: legal@axxion.lu) anfordern und werden gebeten, diese bis zum o.g. Stichtag unterschrieben an die Gesellschaft zurückzusenden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2015046783/28.

JKC Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 144.551.

Les actionnaires de la Société sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi *16 avril 2015* à 11h30 au siège social de la Société, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31.12.2014
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité simple des voix exprimées des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande, et sans frais, auprès du siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015046781/755/24.

**Allra S.A., Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. Prognosia Fund S.A., SICAV).**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 177.315.

In the year two thousand and fifteen, on the sixteenth day of March,

Before us, Maître Martine Schaeffer, notary of residence in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held:

an extraordinary general meeting (the "Extraordinary General Meeting") of shareholders of Prognosia Fund S.A., SICAV, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable), governed by Part I of the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended (the "2010 Law"), having its registered office at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 177.315 (the "Company"),

incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed of Maître Cosita Delvaux, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg, on 16 May 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1245 on 28 May 2013. The articles of incorporation of the Company have not been amended since its incorporation (the "Articles").

The Extraordinary General Meeting was opened at 2:30 pm (Luxembourg time) with Mrs Fabienne Moreau, Jurist, residing professionally in Luxembourg, in the chair.

The chairman appointed as secretary, Mr Marc Boesen, private employee, residing professionally in Luxembourg and nominated as scrutineer, Mrs Amanda Anousaki, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the Extraordinary General Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record:

I. That the present Extraordinary General Meeting has been duly convened through notices containing the above agenda sent on 26 February 2015 by registered mail to each registered shareholder of the Company.

II. That the names of the shareholders present at the Extraordinary General Meeting or duly represented by proxy, the proxies of the represented shareholders, as well as the number of shares held by each shareholder, are shown on an attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders, the members of the board of the Extraordinary General Meeting and the officiating notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxies given in view of the first extraordinary general meeting of shareholders of Prognosia Fund S.A., SICAV held on 25 February 2015, and initiated *ne varietur* by the members of the board of this first

meeting and by the officiating notary have been attached to the minutes of this extraordinary general meeting and remain therefore valid for the present Extraordinary General Meeting.

III. That as a first Extraordinary General Meeting with the same agenda has been held on the 25 February 2015, no quorum is required for the present meeting by Article 67-1(2) of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and the resolution on each item of the agenda has to be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes validly cast at the Extraordinary General Meeting.

IV. That it appears from the attendance list, which shall remain attached to the present minutes to be filed therewith with the registration authorities, that one (1) share of the Company is present or represented at the Extraordinary General Meeting.

V. That the agenda of the Extraordinary General Meeting is the following:

Agenda:

1 Amendment of the denomination of the Company from “Prognosia Fund S.A., SICAV” to “Allra S.A., SICAV” and subsequent amendment of article 1 “Name” of the Articles which will read as follows:

“ **Art. 1. Name and form.** There exists a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d’investissement à capital variable) under the name “ALLRA S.A., SICAV” (the “Company”) which shall be governed by Part I of the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended (the “2010 Law”), the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “1915 Law”) to which the 2010 Law refers, as well as by the present articles of association.”

2 Transfer of the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg and subsequent amendment of article 2 “Registered Office” of the Articles which will read as follows:

“ **Art. 4. Registered office.**

4.1 The registered office of the Company is established in the Municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.2 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.”

3 Amendment of article 4 “Purpose” of the Articles which will read as follows:

“ **Art. 2. Purpose.** The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in transferable securities of all types and other assets permitted by the 2010 Law, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its purpose in accordance with the 2010 Law.”

4 Amendment and full restatement of the Articles in the form reflected in the draft restated Articles attached as scheduled to the convening notice to the Extraordinary General Meeting.

The amendments that have been included in the Articles aim to bring them into line with the current practice and with the most up to date legal and regulatory framework applicable in Luxembourg. Shareholders should be pay a particular attention to the redrafting of the valuation rules and the circumstances under which it is possible to suspend the net asset value of the sub-funds of the Company.

5 Miscellaneous.

VI. Having duly considered each item of the agenda, the Extraordinary General Meeting takes the following resolutions:

First resolution

The Extraordinary General Meeting resolves to amend the denomination of the Company from “Prognosia Fund S.A., SICAV” to “Allra S.A., SICAV” and to amend subsequently article 1 “Name” of the Articles of the Company which will read as follows:

“ **Art. 1. Name and form.** There exists a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d’investissement à capital variable) under the name “ALLRA S.A., SICAV” (the “Company”) which shall be governed by Part I of the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended (the “2010 Law”), the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “1915 Law”) to which the 2010 Law refers, as well as by the present articles of association.”

The resolution has been adopted by 1 vote in favour, 0 vote against, and 0 abstention from voting.

Second resolution

The Extraordinary General Meeting resolves to transfer the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg and to amend subsequently the existing article 2 “Registered Office” of the Articles of the Company which will become article 4 of the Articles of the Company and which will read as follows:

“ Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the Municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.2 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.”

The resolution has been adopted by 1 vote in favour, 0 vote against, and 0 abstention from voting.

Third resolution

The Extraordinary General Meeting resolves to amend the existing article 4 “Purpose” of the Articles of the Company which will become article 2 of the Articles of the Company and which will read as follows:

“ Art. 2. Purpose. The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in transferable securities of all types and other assets permitted by the 2010 Law, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof. The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its purpose in accordance with the 2010 Law.”

The resolution has been adopted by 1 vote in favour, 0 vote against, and 0 abstention from voting.

Fourth resolution

The Extraordinary General Meeting resolves to amend and to fully restate the Articles of the Company, in the form reflected in the draft revised Articles of the Company attached as scheduled to the convening notice to the Extraordinary General Meeting which will read as follows:

Allra S.A., SICAV

Société d'Investissement à Capital Variable

Siège social: 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg
Grand Duchy of Luxembourg
R.C.S. Luxembourg B 177.315.

Statutes

Articles of Incorporation

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name and form. There exists a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) under the name “ALLRA S.A., SICAV” (the “Company”) which shall be governed by Part I of the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended (the “2010 Law”), the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “1915 Law”) to which the 2010 Law refers, as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose. The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in transferable securities of all types and other assets permitted by the 2010 Law, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its purpose in accordance with the 2010 Law.

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

It may be dissolved at any time with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the Municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.2 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.

B. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at all times be equal to the total net asset value of the Company. The share capital of the Company shall thus vary ipso iure, without any amendment to these articles of association and without compliance with measures regarding publication and entry into the Trade and Companies Register.

5.2 The minimum share capital of the Company may not be less than the level provided for by the 2010 Law, i.e. one million two hundred and fifty thousand euros (EUR 1,250,000.-). Such minimum capital must be reached within a period of six (6) months after the date on which the Company has been authorised as an undertaking for collective investment under Luxembourg law.

Art. 6. Form of shares - Register of shares - Transfer of shares.

6.1 The shares of the Company are in registered form.

6.2 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. The register shall contain all the information required by the 1915 Law. Ownership of shares is established by registration in said share register. Certificates of such registration shall be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

6.3 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

6.4 The shares are, as a rule, freely transferable in accordance with the provisions of the law subject however to Article 12 below and to any additional restriction disclosed in the prospectus of the Company (the "Prospectus").

6.5 Any transfer of registered shares shall become effective towards the Company and third parties (i) through the recording of a declaration of transfer into the register of shares, signed and dated by the transferor and transferee or their representatives, and (ii) upon notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company.

Art. 7. Classes of shares.

7.1 The board of directors may decide to issue one or more classes of shares for each Sub-Fund.

7.2 Each class of shares may differ from the other classes with respect to its cost structure, the initial investment required, the currency in which the net asset value is expressed or any other feature as may be determined by the board of directors from time to time. The board of directors may further, at its discretion, decide to change any of these characteristics as well as the name of any class of shares. In such a case, the Prospectus shall be updated accordingly.

7.3 The board of directors may create each class of shares for an unlimited or limited duration; in the latter case, upon expiry of the term, the board of directors may extend the duration of the relevant class of shares once or several times. At the expiry of the duration of the class of shares, the Company shall redeem all the shares in the class of shares, in accordance with Article 10 below.

7.4 At each extension of the duration of a class of shares, the shareholders shall be duly notified in writing, by a notice sent to them. The Prospectus shall indicate the duration of each class and if appropriate, its extension.

7.5 There may be capitalisation and distribution shares. Whenever dividends are distributed on distribution shares, the portion of net assets of the class of shares to be allotted to all distribution shares shall subsequently be reduced by an amount equal to the amounts of the dividends distributed, thus leading to a reduction in the percentage of net assets allotted to all distribution shares, whereas the portion of net assets allotted to all capitalisation shares shall remain the same.

Art. 8. Sub-Funds.

8.1 The board of directors may, at any time, create different sub-funds within the meaning of article 181 of the 2010 Law corresponding to a distinct part of the assets and liabilities of the Company (hereinafter referred to as a "Sub-Fund"). In such event, it shall assign a particular name to them.

8.2 As between shareholders, each portfolio of assets corresponding to a specific Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of such Sub-Fund(s). The Company constitutes one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

8.3 Each Sub-Fund may be created for an unlimited or limited period of time; in the latter case, Article 7.3 above and Article 7.4 above shall apply mutatis mutandis.

8.4 For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in Swedish Krona (SEK), be converted into Swedish Krona (SEK) and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds including all classes of shares.

Art. 9. Issue of shares.

9.1 The board of directors is authorised without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

9.2 The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares. The board of directors may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Prospectus.

9.3 The board of directors may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis. If the sum of the fractional shares so held by the same shareholder in the same class of shares represents one or more entire share(s), such shareholder benefits from the corresponding voting right.

9.4 The subscription price per share shall be equal to the net asset value per share of the relevant class of shares as determined in accordance with Article 13 below. The Company may also levy any applicable charges, expenses and commissions upon subscription, as provided for in the Prospectus. The subscription price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

9.5 The subscription price per share so determined shall be payable within a maximum period of time as provided in the Prospectus.

9.6 The board of directors may delegate to any director, manager, officer, or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the shares to be issued and to deliver them.

9.7 The board of directors may reject subscription requests in whole or in part at its full discretion.

9.8 The issue of shares may be suspended under the terms of Article 14 below or at the board of director's discretion in the best interests of the Company notably under other exceptional circumstances.

9.9 The Company may, if a prospective shareholder requests and the board of directors so agrees, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the board of directors and must correspond to the investment policy and restrictions of the Company or the Sub-Fund being invested in. A report relating to the contributed assets must be delivered to the Company by an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé). All costs associated with such contribution in kind shall be borne by the shareholder making the contribution, or by such other third party as agreed by the Company or in any other way which the board of directors considers fair to all shareholders of the Sub-Fund.

Art. 10. Redemption of shares.

10.1 Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms, conditions and procedures set forth by the board of directors in the Prospectus.

10.2 The redemption price per share shall be equal to the net asset value per share of the relevant class of shares on the relevant valuation day, as determined in accordance with Article 13 below. The Company may also levy any applicable charges, expenses and commissions upon redemption, as provided for in the Prospectus. The redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

10.3 The redemption price per share so determined shall be payable within a period of time as provided in the Prospectus which shall in principle not exceed ten (10) business days as defined in the Prospectus after the relevant valuation day as defined under Article 13 below.

10.4 The board of directors may delegate to any director, manager, officer, or other duly authorised agent the power to accept requests for redemption and effect the payment of redemption proceeds.

10.5 When there is insufficient liquidity or in other exceptional circumstances, the board of directors reserves the right to postpone the payment of redemption proceeds.

10.6 If, as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, the board of directors may then decide that this request shall be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class of shares.

10.7 Furthermore, if, with respect to any given valuation day, redemption requests exceed a certain percentage of the net asset value of the Sub-Fund or class of shares as determined by the board of directors, the board of directors may decide that part or all of such requests for redemption will be deferred for a period and in a manner that the board of directors considers to be in the best interests of the Company and its shareholders as further described in the Prospectus. Following that period, with respect to the next relevant valuation day, these redemption requests will be met in priority to later requests, if necessary on a pro-rata basis among involved shareholders.

10.8 If with respect to any given valuation day, redemption requests amount to the total number of shares in issue in any class(es) of shares or Sub-Funds or if the remaining number of shares in issue in that Sub-Fund or class of shares after such redemptions would represent a total net asset value below the minimum level of assets under management required for such Sub-Fund or class of shares to be operated in an efficient manner, the board of directors may decide to terminate and liquidate the Sub-Fund or class of shares in accordance with Article 39 below. For the purpose of determining the redemption price, the calculation of the net asset value per share of the relevant Sub-Funds or class(es) of shares shall take into consideration all liabilities that will be incurred in terminating and liquidating said class(es) of shares or Sub-Funds.

10.9 The redemption of shares may be suspended under the terms of Article 14 below or in other exceptional cases where the circumstances and the best interests of the shareholders so require.

10.10 In addition, the shares may be redeemed compulsorily whenever this is required in the best interests of the Company and notably in the circumstances provided for in the Prospectus and under Article 12 below and Article 39 below.

10.11 The Company shall have the right, if the board of directors so determines, to satisfy in kind the payment of the redemption price to any shareholder who agrees by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Company or the relevant Sub-Fund(s) equal to the value of the shares to be redeemed. The assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Company or the relevant Sub-Fund(s) and the valuation used shall be confirmed by a special report of an approved statutory auditor. All costs associated with a redemption in kind shall be borne, by the shareholder requesting the redemption or by such other party as agreed by the Company or in any other way which the board of directors considers fair to all shareholders of the Sub-Fund.

10.12 All redeemed shares may be cancelled.

Art. 11. Conversion of shares.

11.1 Unless otherwise determined by the board of directors for certain classes of shares or Sub-Funds, any shareholder may request the conversion of all or part of his shares of one class into shares of the same or another class, within the same or another Sub-Fund under the terms, conditions and procedures set forth by the board of directors in the Prospectus. The conversion request may not be accepted until any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled.

11.2 The price for the conversion of shares shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes of shares, calculated at the respective valuation day as defined under Article 13 below. The Company may also levy any applicable charges, expenses and commissions upon conversion, as provided for in the Prospectus.

11.3 If as a result of any request for conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, the board of directors may then decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class of shares.

Art. 12. Restrictions and prohibitions on the ownership of shares.

12.1 The board of directors may restrict or prevent the legal or beneficial ownership of shares or prohibit certain practices as disclosed in the Prospectus such as late trading and market timing by any person (individual, corporation, partnership or other entity), if in the opinion of the board of directors such ownership or practices may (i) result in a breach of any provisions of these articles of association, the Prospectus or law or regulations of any jurisdiction, or (ii) require the Company, its management company or its investment manager to be registered under any laws or regulations whether as an investment fund or otherwise, or cause the Company to be required to comply with any registration requirements in respect of any of its shares, whether in the United States of America or any other jurisdiction; or (iii) may cause the Company, its management company, its investment managers or shareholders any legal, regulatory, taxation, administrative or financial disadvantages which they would not have otherwise incurred (such person being herein referred to as "Prohibited Person").

For such purposes the board of directors may:

A. decline to issue any shares and to accept any transfer of shares, where it appears that such issue or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person;

B. require at any time any person entered in the register of shares, or any person seeking to register a transfer of shares therein, to furnish the Company with any information, supported by affidavit, which the Company may consider necessary for the purpose of determining whether such registry results in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person;

C. compulsorily redeem or cause to be redeemed all shares held by a Prohibited Person. To that end, the Company will notify the Prohibited Person of the reasons which justify the compulsory redemption of shares, the number of shares to be redeemed and the indicative valuation day on which the compulsory redemption will occur. The redemption price shall be determined in accordance with Article 10.2 above; and

D. grant a grace period to the shareholder for remedying the situation causing the compulsory redemption as described in the Prospectus and/or propose to convert the shares held by any shareholder who fails to satisfy the investor's eligibility requirements for such class of shares into shares of another class available for such shareholder to the extent that the investor's eligibility requirements would then be satisfied.

12.2 The Company reserves the right to require the Prohibited Person to indemnify the Company against any losses, costs or expenses arising as a result of any compulsory redemption of shares due to the shares being held by, or for the benefit of, such Prohibited Person. The Company may pay such losses, costs or expenses out of the proceeds of any compulsory redemption and/or redeem all or part of the Prohibited Person's shares in order to pay for such losses, costs or expenses.

Art. 13. Net asset value.

13.1 The net asset value of the shares in every Sub-Fund or class of shares shall be determined at least twice a month and expressed in the currency(ies) decided upon by the board of directors. The board of directors shall determine and disclose in the Prospectus the days by reference to which the assets of the Company or Sub-Funds shall be valued (each a “valuation day”). For each Sub-Fund and for each class of shares, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each valuation day by dividing the net assets attributable to such Sub-Fund or class of shares (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Sub-Fund or class of shares) by the number of shares issued and in circulation in such Sub-Fund or class of shares. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest ten thousandth of the relevant currency as the board of directors shall determine.

13.2 The Company’s net asset value shall be equal at all times to the total net asset value of all its Sub-Funds.

13.3 Subject to the rules on the allocation to Sub-Funds and classes of shares of Article 13.6 below, the assets of the Company shall include:

- (1) all cash on hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
- (2) all bills and any types of notes or accounts receivable, including outstanding proceeds of any disposal of financial instruments;
- (3) all securities and financial instruments, including shares, bonds, notes, certificates of deposit, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments and all other investments belonging to the Company;
- (4) all dividends and distributions payable to the Company either in cash or in the form of stocks and shares (which will normally be recorded in the Company’s books as of the ex-dividend date, provided that the Company may adjust the value of the security accordingly);
- (5) all outstanding accrued interest on any interest-bearing instruments belonging to the Company, unless this interest is included in the principal amount of such instruments;
- (6) the formation expenses of the Company or a Sub-Fund, to the extent that such expenses have not already been written off; and
- (7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

13.4 Subject to the rules on the allocation to Sub-Funds and classes of shares of Article 13.6 below, the liabilities of the Company shall include:

- (1) all loans, bills or accounts payable, accrued interest on loans (including accrued fees for commitment for such loans);
- (2) all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company but not yet paid;
- (3) a provision for any tax accrued to the valuation day and any other provisions authorised or approved by the Company; and
- (4) all other liabilities of the Company of any kind recorded in accordance with applicable accounting rules, except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses, fees, costs and charges payable by the Company including, but not limited to: management fees, investment management fees (including performance fees), fees of the depositary, fees of the administrator and other agents of the Company, directors’ fees and expenses, operating and administrative expenses, transaction costs, formation expenses and extraordinary expenses, each as may be further detailed in the Prospectus.

13.5 The value of the assets of the Company shall be determined as follows:

1) The value of any cash on hand or on deposit, bills or notes payable, accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest accrued but not yet received shall be equal to the entire nominal or face amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the board of directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

2) Transferable securities and money market instruments which are quoted, listed or traded on an exchange or regulated market will be valued, unless otherwise provided under paragraphs 3) and 6) below, at the last available market price or quotation prior to the time of valuation on the exchange or regulated market where the securities or instruments are primarily quoted, listed or traded. Where securities or instruments are quoted, listed or traded on more than one exchange or regulated market, the board of directors will determine on which exchange or regulated market the securities or instruments are primarily quoted, listed or traded and the market prices or quotations on such exchange or regulated market will be used for the purpose of their valuation. Transferable securities and money market instruments for which market prices or quotations are not available or representative, or which are not quoted, listed or traded on an exchange or regulated market, will be valued at their probable realisation value estimated with care and in good faith by the board of directors using any valuation method approved by the board of directors.

3) Notwithstanding paragraph 2) above, where permitted under applicable laws and regulations, money market instruments may be valued using an amortisation method whereby instruments are valued at their acquisition cost as adjusted for amortisation of premium or accrual of discount on a constant basis until maturity, regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the instruments. The amortisation method will only be used if it is not expected to

result in a material discrepancy between the market value of the instruments and their value calculated according to the amortisation method.

4) Financial derivative instruments which are quoted, listed or traded on an exchange or regulated market will be valued at the last available closing or settlement price or quotation prior to the time of valuation on the exchange or regulated market where the instruments are primarily quoted, listed or traded. Where instruments are quoted, listed or traded on more than one exchange or regulated market, the board of directors will determine on which exchange or regulated market the instruments are primarily quoted, listed or traded and the closing or settlement prices or quotations on such exchange or regulated market will be used for the purpose of their valuation. Financial derivative instruments for which closing or settlement prices or quotations are not available or representative will be valued at their probable realisation value estimated with care and good faith by the board of directors using any valuation method approved by the board of directors.

5) Financial derivative instruments which are traded 'over-the-counter' (OTC) will be valued daily at their fair market value, on the basis of valuations provided by the counterparty which will be approved or verified on a regular basis independently from the counterparty. Alternatively, OTC financial derivative instruments may be valued on the basis of independent pricing services or valuation models approved by the board of directors which follow international best practice and valuation principles. Any such valuation will be reconciled to the counterparty valuation on a regular basis independently from the counterparty, and significant differences will be promptly investigated and explained.

6) Notwithstanding paragraph 2) above, shares or units in target investment funds (including, UCITS and UCI) will be valued at their latest available official net asset value, as reported or provided by or on behalf of the investment fund or at their latest available unofficial or estimated net asset value if more recent than the latest available official net asset value, provided that the board of directors is satisfied of the reliability of such unofficial net asset value. The net asset value calculated on the basis of unofficial net asset value of the target investment fund may differ from the net asset value which would have been calculated, on the same valuation day, on the basis of the official net asset value of the target investment fund. Alternatively, shares or units in target investment funds which are quoted, listed or traded on an exchange or regulated market may be valued in accordance with the provisions of paragraph 2) above.

7) The value of any other asset not specifically referenced above will be the probable realisation value estimated with care and in good faith by the board of directors using any valuation method approved by the board of directors.

13.6 Assets and liabilities of the Company will be allocated to each Sub-Fund and class of shares, as set out below and in the Prospectus:

1 The proceeds from the issue of shares of a Sub-Fund or class of shares, all assets in which such proceeds are invested or reinvested and all income, earnings, profits or assets attributable to or deriving from such investments, as well as all increase or decrease in the value thereof, will be allocated to that Sub-Fund or class of shares and recorded in its books. The assets allocated to each class of shares of the same Sub-Fund will be invested together in accordance with the investment objective, policy and strategy of that Sub-Fund, subject to the specific features and terms of issue of each class of shares of that Sub-Fund, as specified in the Prospectus.

2 All liabilities of the Company attributable to the assets allocated to a Sub-Fund or class of shares or incurred in connection with the creation, operation or liquidation of a Sub-Fund or class of shares will be charged to that Sub-Fund or class of shares and, together with any increase or decrease in the value thereof, will be allocated to that Sub-Fund or class of shares and recorded in its books. In particular and without limitation, the costs and any benefit of a specific feature of a class of shares will be allocated solely to the class of shares to which the specific feature relates.

3 Any assets or liabilities not attributable to a particular Sub-Fund or class of shares may be allocated by the board of directors in good faith and in a manner which is fair to shareholders generally and will normally be allocated to all Sub-Funds or classes of shares pro rata to their net asset value. Subject to the above, the board of directors may at any time vary the allocation of assets and liabilities previously allocated to a Sub-Fund or class of shares.

13.7 In calculating the net asset value of each Sub-Fund or class of shares the following principles will apply:

1) Each share agreed to be issued by the Company on each valuation day will be deemed to be in issue and existing immediately after the time of valuation on the valuation day as further described in the Prospectus. From such time and until the subscription price is received by the Company, the assets of the Sub-Fund or class of shares concerned will be deemed to include a claim of that Sub-Fund or class of shares for the amount of any cash or other property to be received in respect of the issue of such shares. The net asset value of the Sub-Fund or class of shares will be increased by such amount immediately after the time of valuation on the valuation day.

2) Each share agreed to be redeemed by the Company on each valuation day will be deemed to be in issue and existing until and including the time of valuation on the valuation day as further described in the Prospectus. Immediately after the time of valuation and until the redemption price is paid by the Company, the liabilities of the Sub-Fund or class of shares concerned will be deemed to include a debt of that Sub-Fund or class of shares for the amount of any cash or other property to be paid in respect of the redemption of such shares. The net asset value of the Sub-Fund or class of shares will be decreased by such amount immediately after the time of valuation point on the valuation day.

3) Following a declaration of dividends for distribution shares on a valuation day determined by the Company to be the distribution accounting date, the net asset value of the Sub-Fund or class of shares will be decreased by such amount as of the time of valuation on that valuation day.

4) Where assets have been agreed to be purchased or sold but such purchase or sale has not been completed at the time of valuation on a given valuation day, such assets will be included in or excluded from the assets of the Company, and the gross purchase price payable or net sale price receivable will be excluded from or included in the assets of the Company, as if such purchase or sale had been duly completed at the time of valuation on that valuation day, unless the Company has reason to believe that such purchase or sale will not be completed in accordance with its terms. If the exact value or nature of such assets or price is not known at the time of valuation on the valuation day, its value will be estimated by the Company in accordance with the valuation principles described in Article 13.5 above.

5) The value of any asset or liability denominated or expressed in a currency other than the reference currency of the Company or a particular Sub-Fund or class of shares will be converted, as applicable, into the relevant reference currency at the prevailing foreign exchange rate at the time of valuation on the valuation day concerned which the board of directors considers appropriate.

13.8 The board of directors may apply other valuation principles or alternative methods of valuation that it considers appropriate in order to determine the probable realisation value of any asset if applying the above rules appears inappropriate or impracticable. The board of directors may adjust the value of any asset if the board of directors determines that such adjustment is required to reflect the fair value thereof. The net asset value may also be adjusted to reflect certain dealing charges if need be as more fully described in the Prospectus.

13.9 Adequate provisions shall be made for unpaid administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount accrued for the applicable period. Any off-balance sheet liabilities shall duly be taken into account in accordance with fair and prudent criteria.

13.10 In the absence of fraud, bad faith, gross negligence or manifest error, any decision to determine the net asset value taken by the board of directors or by any agent appointed by the board of directors for such purpose, shall be final and binding on the Company and all shareholders.

Art. 14. Suspension of calculation and publication of the net asset value per share, and/or the issue, redemption and conversion of shares.

14.1 The board of directors may temporarily suspend the calculation and publication of the net asset value per share of any class of shares in any Sub-Fund and/or where applicable, the issue, redemption and conversion of shares of any class of shares in any Sub-Fund, in the following cases:

(1) when any exchange or regulated market that supplies the price of the assets of the Company or a Sub-Fund is closed other than for ordinary holidays, or in the event that transactions on such exchange or market are suspended, subject to restrictions, or impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;

(2) when the information or calculation sources normally used to determine the value of the assets of the Company or a Sub-Fund are unavailable;

(3) during any period when any breakdown or malfunction occurs in the means of communication network or IT media normally employed in determining the price or value of the assets of the Company or a Sub-Fund, or which is required to calculate the net asset value per share;

(4) when exchange, capital transfer or other restrictions prevent the execution of transactions of the Company or a Sub-Fund or prevent the execution of transactions at normal rates of exchange and conditions for such transactions;

(5) when exchange, capital transfer or other restrictions prevent the repatriation of assets of the Company or a Sub-Fund for the purpose of making payments on the redemption of shares or prevent the execution of such repatriation at normal rates of exchange and conditions for such repatriation;

(6) when the legal, political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevents the Company from being able to manage the assets of the Company or a Sub-Fund in a normal manner and/or prevent the determination of their value in a reasonable manner;

(7) when there is a suspension of the net asset value calculation or of the issue, redemption or conversion rights by the investment fund(s) in which the Company or a Sub-Fund is invested;

(8) following the suspension of the net asset value calculation and/or the issue, redemption and conversion at the level of a master fund in which the Company or a Sub-Fund invests as a feeder fund;

(9) when, for any other reason, the prices or values of the assets of the Company or a Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained or when it is otherwise impossible to dispose of the assets of the Company or a Sub-Fund in the usual way and/or without materially prejudicing the interests of shareholders;

(10) in the event of a notice to shareholders convening an extraordinary general meeting of shareholders for the purpose of dissolving and liquidating the Company or informing them about the termination and liquidation of a Sub-Fund or class of shares, and more generally, during the process of liquidation of the Company, a Sub-Fund or class of shares;

(11) during the process of establishing exchange ratios in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction;

(12) during any period when the dealing of the shares of the Company or Sub-Fund or class of shares on any relevant stock exchange where such shares are listed is suspended or restricted or closed; and

(13) in exceptional circumstances, whenever the board of directors considers it necessary in order to avoid irreversible negative effects on the Company, a Sub-Fund or class of shares, in compliance with the principle of fair treatment of shareholders in their best interests.

14.2 In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interests of the shareholders or where significant requests for subscription, redemption or conversion of shares are received for a Sub-Fund or class of shares, the board of directors reserves the right to determine the net asset value per share for that Sub-Fund or class of shares only after the Company has completed the necessary investments or disinvestments in securities or other assets for the Sub-Fund or class of shares concerned.

14.3 The suspension of the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the issue, redemption and/or conversion of shares, shall be published and/or communicated to shareholders as required by applicable laws and regulations.

14.4 The suspension of the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the issue, redemption and/or conversion of shares in any Sub-Fund or class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the issue, redemption and/or conversion of shares in any other Sub-Fund or class of shares.

14.5 Suspended subscription, redemption and conversion applications will be treated as deemed applications for subscriptions, redemptions or conversions in respect of the first valuation day following the end of the suspension period unless the shareholders have withdrawn their applications for subscription, redemption or conversion by written notification received by or on behalf of the Company before the end of the suspension period.

C. General meetings of shareholders

Art. 15. Powers of the general meeting of shareholders.

15.1 The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the 1915 Law and by these articles of association.

Art. 16. Convening of general meetings of shareholders.

16.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of directors.

16.2 It must be convened by the board of directors upon written request of shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. In such case, the general meeting of shareholders shall be held within a period of one (1) month from the receipt of such request.

16.3 The convening notice for every general meeting of shareholders shall contain at least the date, time, place and agenda of the meeting and shall be made through announcements published twice, with a minimum interval of eight (8) days, and eight (8) days before the meeting, in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent eight (8) days before the meeting to the registered shareholders, but no proof that this formality has been complied with need be given. Where all the shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letter only and shall be dispatched to each shareholder by registered mail at least eight (8) days before the date scheduled for the meeting.

16.4 If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirements, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 17. Conduct of general meetings of shareholders.

17.1 The annual general meeting of shareholders shall be held each year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of such meeting, on the last Monday of April at 2:00 p.m. Luxembourg time. If such day is not a business day or is a legal or banking holiday, the annual general meeting shall be held on the next business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices.

17.2 A board of the meeting shall be formed at every general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, who need neither be shareholders, nor members of the board of directors. If all the shareholders present or represented at the general meeting decide that they can control the regularity of the votes, the shareholders may unanimously decide to only appoint (i) a chairman and a secretary or (ii) a single person who will assume the role of the board and in such case there is no need to appoint a scrutineer. Any reference made herein to the "board of the meeting" shall in such case be construed as a reference to the "chairman and secretary" or, as the case may be to the "single person who assumes the role of the board", depending on the context and as applicable. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

17.3 An attendance list must be kept at all general meetings of shareholders.

17.4 Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video conference or by any other means of communication which allow (i) them to be identified, (ii) all persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis, and (iii) an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the

computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.

17.5 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. One person may represent several or even all shareholders.

17.6 Each shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted for decision to the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. Voting forms which, for a proposed resolution, fail to show (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting to which they relate.

17.7 The board of directors may determine further conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 18. Quorum and vote.

18.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares subject to the rule on fractional shares in Article 9.3 above.

18.2 Except as otherwise required by the 1915 Law or these articles of association, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened shall not require any presence quorum and shall be adopted at a simple majority of the votes validly cast regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 19. Amendments of the articles of association. Except as otherwise provided herein, these articles of association may be amended by a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast at a general meeting at which a quorum of more than half (1/2) of the Company's share capital is present or represented. If no quorum is reached in a meeting, a second meeting may be convened in accordance with the 1915 Law and these articles of association which may deliberate regardless of the quorum and at which resolutions are taken at a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 20. Adjournment of general meetings of shareholders. Subject to the provisions of the 1915 Law, the board of directors may, during any general meeting of shareholders, adjourn such general meeting of shareholders for four (4) weeks. The board of directors shall do so at the request of shareholders representing at least twenty percent (20%) of the share capital of the Company. In the event of an adjournment, any resolution already adopted by the general meeting of shareholders shall be cancelled.

Art. 21. Minutes of general meetings of shareholders.

21.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder present at the meeting upon its request.

21.2 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified as a true copy of the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of directors or by any two (2) of its members.

Art. 22. General meetings of a Sub-Fund or class of shares.

22.1 The shareholders of any Sub-Fund or class of shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund or class of shares.

22.2 The provisions of this Chapter C shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

D. Management

Art. 23. Composition and powers of the board of directors.

23.1 The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members except in the specific circumstances provided for under the 1915 Law.

23.2 The board of directors is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the 1915 Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 24. Daily management and delegation of power.

24.1 The daily management of the Company as well as the representation of the Company in connection with such daily management may, be delegated to one or more directors, officers or other agents, being shareholders or not acting individually or jointly. Their appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the board of directors.

24.2 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

Art. 25. Election, removal and term of office of directors.

25.1 The directors shall be elected by the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders shall determine their remuneration and term of office.

25.2 The term of office of a director may not exceed six (6) years. Directors may however be re-elected for successive terms.

25.3 Each director is elected by the general meeting of shareholders by a simple majority of the votes validly cast.

25.4 Any director may be removed from office at any time with or without cause by the general meeting of shareholders by a simple majority of the votes validly cast.

25.5 If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a physical person as permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director of the Company and may not be a director of the Company at the same time.

Art. 26. Vacancy in the office of a director. In the event of vacancy in the office of a director because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced director by the remaining directors until the next meeting of shareholders which shall resolve on his permanent appointment in compliance with the applicable legal provisions.

Art. 27. Convening meetings of the board of directors.

27.1 The board of directors shall meet upon call by the chairman, or by any director. Meetings of the board of directors shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

27.2 Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors which has been communicated to all directors.

27.3 No prior notice shall be required in case all the members of the board of directors are present or represented at a board meeting and waive any convening requirements or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of directors.

Art. 28. Conduct of meetings of the board of directors.

28.1 The board of directors shall elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors.

28.2 The chairman shall chair all meetings of the board of directors, but in his absence, the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority of directors present at such meeting.

28.3 Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A director may represent one or more, but not all of the other directors.

28.4 Meetings of the board of directors may also be held by conference call or video conference or by any other means of communication allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person, at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

28.5 The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

28.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. The chairman shall have a casting vote.

28.7 The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each director may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 29. Minutes of meetings of the board of directors. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore or by any two (2) directors present. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by any two (2) directors.

Art. 30. Conflict of interest.

30.1 Save as otherwise provided by the 1915 Law, any director who has, directly or indirectly, an interest in a transaction submitted to the approval of the board of directors which conflicts with the Company's interest, must inform the board of directors of such conflict of interest and must have his declaration recorded in the minutes of the board of

directors meeting. The relevant director may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of shareholders prior to such meeting taking any resolution on any other item.

30.2 The conflict of interest rules shall not apply where the decision of the board of directors relates to current operations entered into under normal conditions.

Art. 31. Dealing with third parties.

31.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by the joint signature of any two (2) directors or by the joint signature or the sole signature of any person(s) to whom such power may have been delegated by the board of directors, within the limits of such delegation.

31.2 Within the limits of the daily management, the Company shall be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power may have been delegated, acting individually or jointly, within the limits of such delegation.

Art. 32. Indemnification.

32.1 Each director, officer and employee of the Company (the "Indemnified Persons") shall be indemnified to the fullest extent permitted by law against any liability, and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding in which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such a director, officer or employee of the Company. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgments, amounts paid in settlement and other liabilities.

32.2 No indemnification shall be provided to any director or officer (i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of willful misconduct, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office (ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interests of the Company or (iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction.

32.3 The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any director or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such director or officer.

32.4 Expenses in connection with the preparation and representation of a defense of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

32.5 The Company shall not indemnify the Indemnified Persons in the event of claim resulting from legal proceedings among the Indemnified Persons.

Art. 33. Investment policy and restrictions.

33.1 The board of directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

33.2 In compliance with the requirements set forth by the 2010 Law and detailed in the Prospectus, each Sub-Fund may invest in:

- (i) transferable securities or money market instruments;
- (ii) shares or units of other UCITS and UCIs within the limits set forth in the Prospectus including, where it is intended that a Sub-Fund acts as a feeder fund, shares or units of a master fund qualified as a UCITS;
- (iii) shares of other Sub-Funds to the extent permitted and under the conditions stipulated by the 2010 Law;
- (iv) deposits with credit institutions, which are repayable on demand or have the right to be withdrawn and which are maturing in no more than 12 months;
- (v) financial derivative instruments;
- (vi) other assets to the extent permitted by the 2010 Law.

33.3 The Company may in particular purchase the above mentioned assets on any regulated market, stock exchange or any market (which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public) in Europe (being or not member of the European Union), America, Africa, Asia and Oceania.

33.4 The Company may also invest in recently issued transferable securities and money market instruments provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a regulated market as referred to Article 33.3 above and that such admission be secured within one year of issue.

33.5 In accordance with the principle of risk-spreading the Company is authorised to invest up to 100% of the assets attributable to each Sub-Fund in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the EU, by one or more of its local authorities, by a member state of the OECD or the Group of

twenty (G20), by the Republic of Singapore or by a public international body of which one or more Member States of the EU are members provided that if the Company uses the possibility described above, it shall hold on behalf of each relevant Sub-Fund securities from at least six different issues. The securities from any single issue shall not account for more than 30% of its total net assets attributable to that Sub-Fund.

33.6 The board of directors, acting in the best interests of the Company, may decide, in the manner described in the Prospectus, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their sub-funds; or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds of the Company be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

33.7 Investments of each Sub-Fund of the Company may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries, as the board of directors may from time to time decide and as described in the Prospectus.

33.8 The Company is authorised to employ techniques and instruments relating to transferable securities and money market instruments.

33.9 The board of directors may impose more stringent investment restrictions, as disclosed in the Prospectus.

E. Audit and supervision

Art. 34. Auditor. The Company shall have the accounting information contained in the annual report inspected by a Luxembourg approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of shareholders which shall determine his remuneration.

Art. 35. Depositary.

35.1 The Company will appoint a depositary which meets the requirements of the 2010 Law.

35.2 The depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2010 Law. In carrying out its role as depositary, the depositary must act solely in the interests of the investors.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Distributions

Art. 36. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 37. Annual accounts. At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of directors draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

Art. 38. Distributions.

38.1 Distributions of dividends may be decided from time to time in accordance with applicable laws and the Prospectus.

38.2 Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

38.3 The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors and subject to the shareholder's approval.

38.4 Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the class(es) of shares issued by the Company or by the relevant Sub-Fund.

38.5 No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

G. Dissolution - Liquidation - Merger - Amalgamation

Art. 39. Termination and liquidation of Sub-Funds or classes of shares.

39.1 In the event that for any reason the net asset value of any Sub-Fund or class of shares has decreased to, or has not reached, an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such Sub-Fund or class to be operated in an efficient manner or for any reason determined by the board of directors and disclosed in the Prospectus, the board of directors may decide to terminate such Sub-Fund or class of shares and redeem compulsorily all the shares of the relevant Sub-Fund or class at the applicable net asset value per share for the valuation day determined by the board of directors.

39.2 The shareholders will be informed of the decision of the board of directors to terminate a Sub-Fund or class of shares by way of a notice and/or in any other way as required or permitted by applicable laws and regulations. The notice will indicate the reasons for and the process of the termination and liquidation.

39.3 Notwithstanding the powers conferred on the board of directors by the preceding paragraph, the shareholders of any Sub-Fund or class of shares, as applicable, may also decide to terminate such Sub-Fund or class of shares at a general meeting of such shareholders and have the Company redeem compulsorily all the shares of the Sub-Fund or class(es) at the net asset value per share for the applicable valuation day. The convening notice to the general meeting of shareholders of the Sub-Fund or class of shares will indicate the reasons for and the process of the proposed termination and liquidation.

39.4 Actual realisation prices of investments, realisation expenses and liquidation costs will be taken into account in calculating the net asset value applicable to the compulsory redemption. Shareholders in the Sub-Fund or class of shares

concerned will generally be authorised to continue requesting the redemption or conversion of their shares prior to the effective date of the compulsory redemption, unless the board of directors determines that it would not be in the best interests of the shareholders in that Sub-Fund or class of shares or could jeopardise the fair treatment of the shareholders.

39.5 Redemption proceeds which have not been claimed by the shareholders upon the compulsory redemption will be deposited, in accordance with applicable laws and regulations, in escrow at the “Caisse de Consignation” on behalf of the persons entitled thereto. Proceeds not claimed within the statutory period will be forfeited in accordance with laws and regulations.

39.6 All redeemed shares may be cancelled.

39.7 The termination and liquidation of a Sub-Fund or class of shares shall have no influence on the existence of any other Sub-Fund or class of shares. The decision to terminate and liquidate the last Sub-Fund existing in the Company taken by the shareholders will result in the dissolution and liquidation of the Company.

Art. 40. Merger of the Company or its Sub-Funds.

40.1 The board of directors may decide to proceed with a merger (within the meaning of the 2010 Law) of the Company with one or several other Luxembourg or foreign UCITS, or sub-fund thereof. The board of directors may also decide to proceed with a merger (within the meaning of the 2010 Law) of one or several Sub-Fund(s) with one or several other Sub-Fund(s) within the Company, or with one or several other Luxembourg or foreign UCITS or sub-funds thereof. Such mergers shall be subject to the conditions and procedures imposed by the 2010 Law, in particular concerning the common draft terms of the merger to be established by the board of directors and the information to be provided to the shareholders. Such a merger does not require the prior consent of the shareholders except where the Company is the absorbed entity which, thus, ceases to exist as a result of the merger; in such case, the general meeting of shareholders of the Company must decide on the merger and its effective date. Such general meeting will decide by resolution taken with no quorum requirement and adopted by a simple majority of the votes validly cast.

40.2 The board of directors may decide to proceed with the absorption by the Company or one or several Sub-Funds of (i) one or several sub-funds of another Luxembourg or a foreign UCI, irrespective of their form, or (ii) any Luxembourg or foreign UCI constituted under a non-corporate form. The exchange ratio between the relevant shares of the Company and the shares or units of the absorbed UCI or of the relevant sub-fund thereof will be calculated on the basis of the relevant net asset value per share or unit as of the effective date of the absorption.

40.3 Notwithstanding the powers conferred on the board of directors by the preceding paragraphs, the shareholders of the Company or any Sub-Fund may also decide on any of the mergers or absorptions described above and on their effective date thereof. The convening notice to the general meeting of shareholders will indicate the reasons for and the process of the proposed merger or absorption.

40.4 In addition to the above, the Company may also absorb another Luxembourg or foreign UCI incorporated under a corporate form in compliance with the 1915 Law and any other applicable laws and regulations.

Art. 41. Reorganisation of classes of shares.

41.1 In the event that for any reason the net asset value of a class of shares has decreased to, or has not reached an amount determined by the board of directors (in the interests of shareholders) to be the minimum level for such class to be operated in an efficient manner or for any other reason disclosed in the Prospectus, the board of directors may decide to reallocate the assets and liabilities of that class to those of one or several other classes within the Company and to re-designate the shares of the class(es) concerned as shares of such other share class or share classes (following a split or consolidation, if necessary, and the payment to shareholders of the amount corresponding to any fractional entitlement). The shareholder of the class of shares concerned will be informed of the reorganisation by way of a notice and/or in any other way as required or permitted by applicable laws and regulations.

41.2 Notwithstanding the powers conferred on the board of directors by the preceding paragraph, the shareholders may decide on such reorganisation by a resolution taken by the general meeting of shareholders of the share class concerned. The convening notice to the general meeting of shareholders will indicate the reasons for and the process of the reorganisation.

Art. 42. Dissolution and liquidation of the Company.

42.1 The Company may at any time be dissolved in accordance with applicable laws.

42.2 Liquidation proceeds which have not been claimed by shareholders at the time of the closure of the liquidation shall be deposited in escrow at the “Caisse de Consignation” in Luxembourg. Proceeds not claimed within the statutory period shall be forfeited in accordance with applicable laws and regulations.

H. Final provisions - Applicable law

Art. 43. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organised group of persons whether incorporated or not.

Art. 44. Applicable law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2010 Law.

The resolution has been adopted by 1 vote in favour, 0 vote against, and 0 abstention from voting. The Extraordinary General Meeting decides to approve the above amendments to the Articles.

There is no quorum requirement for the Extraordinary General Meeting and resolutions in order to be adopted must be carried out by at least two thirds of the votes validly cast at the Extraordinary General Meeting. Each share is entitled to one vote.

Pursuant to the attendance list, votes in favour of the resolutions were expressed (number of 1 share for the first resolution, number of 1 share for the second resolution, number of 1 share for the third resolution, and number of 1 share for the fourth resolution) and 0 vote against the resolutions, 0 abstention were expressed.

The present meeting decides that the above amendments shall come into force on 16 March 2015.

VII. There being no further business, the Extraordinary General Meeting was closed.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English.

This document having been read to the members of the board of the Extraordinary General Meeting, all of whom are known by the undersigned notary by their name, first name and residence, the said persons signed together with the undersigned notary the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: F. Moreau, M. Boesen, A. Anousaki et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils 2, le 17 mars 2015. Relation: 2LAC/2015/5765. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 26 mars 2015.

Référence de publication: 2015047925/848.

(150054531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2015.

Capital International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 8.833.

Shareholders of Capital International Fund (CIF) (the 'Company') are hereby convened to the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (AGM) of CIF that will be held at the registered office of the Company on 28 April 2015 at 11.00am CET with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the Audited Annual Report of the Company (including the Report of the Board of Directors to the Shareholders, the Financial Statements and the Independent Auditor's Report) for the reporting period ended 31 December 2014.
2. Decision on the allocation of net results, including final dividend distribution.
3. Discharge of the Directors for the fiscal year ended 31 December 2014.
4. Election of Luis Freitas de Oliveira, Joanna Jonsson, Pierre-Marie Bouvet de Maisonneuve and Stephen Gosztony as Directors of the Company for a one-year period ending with the Annual General Meeting of Shareholders to be held in April 2016.
5. Re-appointment of PricewaterhouseCoopers Société coopérative as Auditor of the Company for a one-year period ending with the Annual General Meeting of Shareholders to be held in April 2016.
6. Miscellaneous.

Shareholders who cannot attend the meeting in person and wish to be represented are entitled to appoint a proxy to vote for them. To be valid, the proxy form must be completed and received at the registered office of CIF (marked for the attention of Ms Mara Marangelli; fax number: +352 46 26 85 825) prior to 5.00pm CET on 27 April 2015. Proxy forms can be obtained by contacting Ms Mara Marangelli by telephone on +352 46 26 851.

The resolutions on the AGM agenda require no quorum and can be passed by a simple majority of the shares present or represented at the meeting.

The resolutions on the AGM agenda require no quorum and can be passed by a simple majority of the shares present or represented at the meeting.

7 April/17 April 2015

For and on behalf of the Board of
Directors..

Référence de publication: 2015050920/755/33.

Mantex SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 166.612.

Notice is hereby given to the shareholders of Mantex Sicav (the "Company"), that the

ANNUAL GENERAL MEETING

shall be held at the Registered Office of the Company on *21 April 2015* at 11:00 CET (the "Meeting"), with the following

Agenda:

1. Approval of the Board of Directors and the Auditor Report for the fiscal year ended December 31st, 2014.
2. Approval of the Financial Statements for the fiscal year ended December 31st, 2014.
3. Distribution Policy - dividend payments.
4. Approval of the conduct of the Directors and Auditors with respect to the respective mandate obligations during the year ended 31 December 2014.
5. Appointment of the Board of Directors and of the Auditors for the financial year ending 31st December 2015.

All resolutions of the items on the agenda are passed without quorum, by a majority of the votes cast thereon at the Meeting. Each share is entitled to one vote. Each Shareholder may act at any Meeting by proxy. Proxy forms can be obtained from the Registered Office of the Company.

Shareholders may personally attend the Meeting provided that, for organisational reasons, the Company has been notified in writing of such an intention no later than April 17th 2015. Shareholders unable to personally attend the Meeting are kindly invited to send a duly completed and signed proxy form to be delivered to the Company no later than April 17th 2015.

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2015050924/755/24.

M.I.D. Services S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 114.593.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *24 avril 2015* à 11 heures au 23, rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg en l'Etude Dandois & Meynial, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'année sociale de la société
2. Modification de l'article 19 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante :
" L'assemblée générale annuelle se tiendra de plein droit le troisième mercredi du mois de mars à dix heures, au siège social ou à tout autre endroit de la commune du siège social à désigner par les convocations. "
3. Modification de l'article 22 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante :
" L'année sociale commence le premier octobre et finit le trente septembre de chaque année. "
4. Divers

Pour être admis à l'assemblée, tout détenteur d'actions au porteur est prié de déposer ses titres au plus tard trois jours francs avant la tenue de l'assemblée auprès de l'Etude Dandois & Meynial, sise au 23, rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015050918/2374/22.

Baatz Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1259 Senningerberg, 1, Breedewues.
R.C.S. Luxembourg B 143.685.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 17 novembre 2014

L'assemblée générale ordinaire de BAATZ PARTICIPATIONS S.A. a pris ce jour à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Sont réélus administrateurs pour une durée de 6 ans:

- Monsieur Fernand BAATZ, né le 3 août 1945 à Goebelsmühle et demeurant au 28, rue Belle-Vue à L-7716 Colmar-Berg.

- Monsieur Lucien BAATZ, né le 5 juin 1940 à Hubertushof et demeurant au 26, rue Belle-Vue à L-7716 Colmar-Berg.

- Monsieur Paul BAATZ, né le 26 juin 1976 à Ettelbrück et demeurant au 22, rue des Fleurs à L-9231 Diekirch

- Monsieur Laurent BAATZ, né le 2 juin 1981 à Luxembourg et demeurant au 27, rue Belle-Vue à L-7716 Colmar-Berg.

Sont réélus administrateurs délégués pour une durée de 6 ans:

- Monsieur Fernand BAATZ, né le 3 août 1945 à Goebelsmühle et demeurant au 28, rue Belle-Vue à L-7716 Colmar-Berg.

- Monsieur Lucien BAATZ, né le 5 juin 1940 à Hubertushof et demeurant au 26, rue Belle-Vue à L-7716 Colmar-Berg.

Est réélu Commissaire aux Comptes pour une durée de 6 ans la société:

- FIDUCIAIRE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE REVISION EVERARD-KLEIN S.à.r.l. avec siège social à 83, rue de la Libération, L-5969 ITZIG, Registre de Commerce B 63706

Pour extrait conforme et sincère

FIDUCIAIRE EVERARD-KLEIN S.A R.L.

Référence de publication: 2015034282/26.

(150038424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

Sylux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 104.290.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu lundi 27 avr. 2015 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2014.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Pour être admis à l'assemblée, tout détenteur d'actions au porteur est prié de déposer ses titres au siège social cinq jours francs avant l'assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015050929/1267/18.

Rouvier, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 189.673.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV ROUVIER à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 16 avril 2015 à 10.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes arrêtés au 31 décembre 2014
2. Quitus aux Administrateurs

3. Rémunération des Administrateurs
4. Nomination du réviseur d'entreprises agréé
5. Nominations statutaires.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV. Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (ifs.fds@bd.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2015046787/755/20.

Le Bois du Breuil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 44.452.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le *15 avril 2015* à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 novembre 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2013.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2015047500/1023/18.

BNP Paribas Fortis Funding, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 24.784.

In accordance with the article 85 of the amended law of August 10, 1915 on commercial companies, the bondholders are hereby convened to the

ORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING

which will be held on *April 15, 2015* at 11.00 a.m. in Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the annual accounts as at December 31, 2014.
2. Approval of the board of directors' report for the financial year ended at December 31, 2014.
3. Approval of the audit report as at December 31, 2014.
4. Allocation of the result as at December 31, 2014.
5. Discharge to the directors and to the approved statutory auditor.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015048882/17.

AB Institutional Series B, Fonds Commun de Placement.

Le nouveau règlement de gestion du fonds, tel que modifié avec effet au 30 mars 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

AllianceBernstein (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015049627/10.

(150057457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

LSF8 Lux Investments IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 192.150.

—
RECTIFICATIF

Dans l'en-tête de la publication des statuts, à la page 185406 du Mémorial C n° 3863 du 12 décembre 2014, il y a lieu de corriger comme suit la dénomination de la société:

- au lieu de: "LSF8 Lux Investments VI S.à r.l.",

- lire: "LSF8 Lux Investments IV S.à r.l."

La même correction doit être apportée dans le sommaire du même Mémorial, à la page 185377.

Référence de publication: 2015050916/13.

Trias Pool VI - T S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 194.833.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the tenth day of February.

Before us Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Trias Holdco C - T S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office in L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves, registered at the Register of Trade and Companies of Luxembourg under number B 192.534,

here represented by Massimiliano della Zonca, private employee, with professional address at 6A Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as here above stated, have requested the notary to state the following articles of incorporation of a private limited liability company («société à responsabilité limitée») governed by the relevant laws and the present Articles:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. Legal Form. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of Trias Pool VI - T S.à r.l. (hereinafter the «Company») which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. Purpose.

2.1. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind, and the administration, control and development of its portfolio.

2.2. The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment to the articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the Law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the general meeting of shareholders shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders.

9.1 In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders

are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

10.3 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. One person may represent several or even all shareholders.

10.4 Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video conference or by any other means of communication allowing their identification and allowing that all persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.

Art. 11. Change of nationality.

11.1 The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association.

12.1 Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term sole manager is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the board of managers used in these articles of association is to be construed as a reference to the sole manager.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office. The general meeting of shareholders may decide to qualify the appointed members of the board of managers as class A manager (the "Class A Managers") or class B manager (the "Class B Managers").

14.2 The manager(s) shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

Art. 15. Convening meetings of the board of managers.

15.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

15.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

15.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 16. Conduct of meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

16.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

16.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

16.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

16.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

16.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. In the event of a tie, the chairman shall have a casting vote.

16.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 17. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

17.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

17.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 18. Dealing with third parties.

18.1 The Company shall be bound towards third parties by the individual signature of the sole manager or of any manager.

18.2 However, if the shareholders have qualified the managers as Class A Managers or as Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager.

18.3 The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or single signature or any person to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any person to whom special signatory power has been delegated by the board of managers, within the limits of such special power.

E. Audit and supervision

Art. 19. Auditor(s).

19.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

19.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

19.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

19.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

19.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 20. Financial year.

20.1 The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 21. Annual accounts and allocation of profits.

21.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

21.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

21.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

21.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

21.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

21.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 22. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

22.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

22.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 23. Liquidation.

23.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

23.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 24. Governing law.

24.1 All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Subscription and payment

All the twelve thousand five hundred (12,500) shares have been subscribed by Trias Holdco C - T S.à r.l., aforementioned, for the price of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

Transitional dispositions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2015.
2. The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2016.
3. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,200.-.

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at L-2633 Senningerberg, 6A route de Trèves.
2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:
 - (i) Steven Kauff, born in New York, United States of America on 27 April 1962, professionally residing at 6th floor, 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg,

(ii) Jonathan Farkas, born in New York, United States of America on 5 June 1980, professionally residing at 6th floor, 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg, and

(iii) David Fallick, born in New York, United States of America, on 16 August 1963, residing at 6th floor, 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same proxyholder and in case of divergence between the English and the French texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dixième jour de février.

Par-devant Maître Henri Hellinckx notaire, de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

A comparu:

Trias Holdco C - T S à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves, inscrite au registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 192.946,

ici représentée par Massimiliano della Zonca, employé privé, demeurant professionnellement au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a prié le notaire d'acter les statuts suivants d'une société à responsabilité limitée régie par les lois applicables et les présents statuts:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Nom - Forme. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Trias Pool VI - T S à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

2.2. La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.3 Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.4. La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée indéterminée.

3.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège Social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec

l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 Les parts sociales de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des parts sociales - Transfert des parts sociales.

7.1 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

7.4 Inter vivos, les parts sociales seront uniquement transférables à de nouveaux associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les associés représentant une majorité des trois quarts du capital social.

7.5 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

C. Décisions des associés

Art. 8. Décisions collectives des associés.

8.1 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

8.2 Chaque associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

8.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

8.4 En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

Art. 9. Assemblées générales des associés.

9.1 Dans l'hypothèse où la Société aurait plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale des associés devra être tenue au minimum dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice social au Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel que précisé dans la convocation à cette assemblée générale. D'autres assemblées générales d'associés pourront être tenues aux lieux et heures indiquées dans les convocations aux assemblées générales correspondantes. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 10. Quorum et vote.

10.1 Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient.

10.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents statuts ou la Loi, les décisions collectives des associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, les associés

peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois par lettres recommandées avec le même agenda et les décisions sont valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

10.3 Tout associé pourra prendre part aux assemblées des associés en désignant par écrit, ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une autre personne comme son mandataire.

10.4 Les associés prenant part à une assemblée par visioconférence ou tout autre moyen de communication permettant leur identification sont censés être présents pour le calcul des quorums et des votes. Les moyens de communication utilisés doivent permettre à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre les uns les autres de façon continue et doivent permettre une participation effective de toutes ces personnes à la réunion.

Art. 11. Changement de nationalité.

11.1 Les associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des associés.

Art. 12. Modification des statuts.

12.1 Toute modification des statuts requiert l'accord d'une (i) majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

D. Gérance

Art. 13. Pouvoirs du gérant unique - Composition et pouvoirs du conseil de gérance.

13.1 La Société peut être gérée par un ou plusieurs gérants. Si la Société a plusieurs gérants, les gérants forment un conseil de gérance.

13.2 Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, le cas échéant et lorsque le terme «gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans ces statuts, une référence au «conseil de gérance» dans ces statuts devra être entendue comme une référence au «gérant unique».

13.3 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 14. Nomination, révocation des gérants et durée du mandat des gérants.

14.1 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui détermine sa (leur) rémunération et la durée de son (leur) mandat. L'assemblée générale des associés pourra décider de qualifier les membres désignés du conseil de gérance comme gérant de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») ou gérant de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

14.2 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) et peu(ven)t être librement révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Art. 15. Convocation aux réunions du conseil de gérance.

15.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation de tout gérant. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

15.2 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnées dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

15.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 16. Conduite des réunions du conseil de gérance.

16.1 Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

16.2 Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

16.3 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant tout autre gérant comme son mandataire par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.

16.4 Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement

sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

16.5 Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance.

16.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. En cas de partage des voix, le président du conseil de gérance dispose d'une voix prépondérante.

16.7 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 17. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance; procès-verbaux des décisions du gérant unique.

17.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant, ou par deux (2) gérants. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président ou par deux (2) gérants.

17.2 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

Art. 18. Rapports avec les tiers.

18.1 La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du gérant unique ou la signature individuelle de l'un des gérants.

18.2 Toutefois, si les associés ont qualifié les gérants de Gérants de Catégorie A ou de Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un (1) Gérant de Catégorie A et d'un (1) Gérant de Catégorie B.

18.3 La Société sera également engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui la gestion journalière de la Société aura été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

E. Audit et surveillance

Art. 19. Commissaire(s) - réviseur(s) d'entreprises agréé(s).

19.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

19.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés.

19.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

19.4 Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

19.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 20. Exercice social.

20.1 L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 21. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.

21.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

21.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

21.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

21.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

21.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

21.6 Les distributions aux associés sont effectuées en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 22. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

22.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

22.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

G. Liquidation

Art. 23. Liquidation.

23.1 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

23.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera distribué entre les associés en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 24. Loi applicable.

24.1 Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.

Souscription et libération

Les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales émises ont été souscrites par Trias Holdco C - T S à r.l., susmentionnée, pour un prix de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500).

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par voie d'apport en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est entièrement affecté au capital social.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2015.
2. La première assemblée générale des associés sera tenue en 2016.
3. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Frais

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à charge à raison de sa constitution est évalué environ à EUR 1.200.-

Résolutions de l'associé unique

L'associé fondateur, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, a adopté les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie à L-2633 Senningerberg, 6A route de Trèves.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants pour une durée illimitée:
 - (i) Steven Kauff, né à New York, Etats-Unis d'Amérique le 27 avril 1962, résidant professionnellement au 6^{ème} étage, 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg,
 - (ii) Jonathan Farkas, né à New York, Etats-Unis d'Amérique le 5 juin 1980, résidant professionnellement au 6^{ème} étage, 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg, et
 - (iii) David Fallick, né à New York, Etats-Unis d'Amérique le 16 août 1963, résidant au 6^{ème} étage, 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande du mandataire de la comparante, que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande du même mandataire et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. DELLA ZONCA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 18 février 2015. Relation: 1LAC/2015/5136. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 26 février 2015.

Référence de publication: 2015033953/537.

(150038180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

Task 7 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 156.694.

—
Extrait des résolutions de l'actionnaire unique prises en date du 5 mars 2014 et du 4 février 2015

Les résolutions suivantes ont été adoptées par l'actionnaire unique en date du 5 mars 2014:

1- Le mandat de l'administrateur Ensof Services S.à r.l. viendra à échéance lors de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2020 pour approuver les comptes arrêtés au 31 décembre 2019.

2 - Monsieur Antoine Lam-Chok, né le 21 août 1965 à Port-Louis, Ile Maurice, ayant son adresse professionnelle au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, a été nommé représentant permanent de Ensof Services S.à r.l., avec effet au 5 mars 2014;

Les résolutions suivantes ont été adoptées par l'actionnaire unique en date du 4 février 2015:

3- Monsieur Adrian Braimer Jones, né le 16 septembre 1965 à Nairobi, Kenya, ayant son adresse professionnelle au 49, Grosvenor Street, W1K 3HP, Londres Royaume-Uni, a été nommé administrateur de la Société, avec effet au 4 février 2015;

4- Elah External Management Services Ltd, une société de droit des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social au Road Town, Palm Grove House, 4th Floor, P.O. Box 438, VG1110 Tortola, Iles Vierges Britanniques, enregistrée auprès du Companies Register sous le numéro 1719028, a été nommée administrateur de la Société, avec effet au 4 février 2015.

Monsieur Geoffroy t'Serstevens né le 2 novembre 1980 à Namur, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, a été nommé représentant permanent de Elah External Management Services Ltd, avec effet au 4 février 2015.

Le mandat des nouveaux administrateurs viendra à échéance lors de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2020 pour approuver les comptes arrêtés au 31 décembre 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 25 février 2015.

Référence de publication: 2015033960/29.

(150037413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

ARAM Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 17, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 148.872.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social le 11 février 2015:

- nomination de la société anonyme de droit Luxembourgeois ROOSEVELT SERVICES S.A., avec siège social à L-2450 Luxembourg, 15 boulevard Roosevelt, comme dépositaire des titres au porteur de la société.

Luxembourg, le 26 février 2015.

Pour la société ARAM HOLDING S.A.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2015034254/14.

(150038080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

Arcis Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4540 Differdange, 69, rue Dicks-Lentz.

R.C.S. Luxembourg B 132.230.

—
La société ARCIS CONSULTING SA (RCS B 132.230) décide de nommer la Fiduciaire Luxembourg Paris Genève Sarl (RCS B 84.426) ayant son siège social à L-1651 Luxembourg, le 15-17, avenue Guillaume, comme dépositaire de ses actions au porteur en date du 11 février 2015.

Emmanuel SMUGA
Administrateur-délégué

Référence de publication: 2015034257/12.

(150038102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

Ariel SPF SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 186.973.

—
Extrait de la décision de l'actionnaire unique de la société ARIEL SPF S.A. qui s'est tenue à Luxembourg le 26 février 2015 à 13.30 heures

Résolution unique

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société du 92, rue de Bonnevoie L-1260 Luxembourg au 5, avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg;

Luxembourg, le 26 février 2015.
Pour copie conforme
Pour le Conseil d'Administration
Marco Sterzi
Administrateur

Référence de publication: 2015034258/17.

(150038967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

Armeria, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 186.270.

—
Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 20 février 2015

L'actionnaire unique de la Société a pris en date du 20 février 2015 les résolutions suivantes:

1. Nomination de M. Jay Coppoletta, directeur légal et juridique, né le 17 mai 1978 à Illinois (Etats-Unis), demeurant professionnellement à 141 W. Jackson Boulevard, Suite 500, Chicago, IL 60604 (Etats-Unis) en tant que gérant de classe B de la Société avec effet au 20 février 2015 et pour une durée indéterminée; et,

2. Désignation de TITAN S.à r.l. (gérant de la Société) en tant que gérant de classe A.

La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par les signatures conjointes d'un (1) gérant de classe A et d'un (1) gérant de classe B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 26 février 2015.
Pour la Société

Référence de publication: 2015034260/19.

(150038880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

Arnage Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1351 Luxembourg, 19, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 155.723.

Suite à la décision du Service de la Topographie et de la Géomatique de la Ville de Luxembourg, les gérants notifient que le siège social de la société ARNAGE IMMO S.à r.l. est modifié du 31, Rue de Strasbourg, L-2561 Luxembourg au 19, Rue du Commerce, L-1351 Luxembourg, et ceci avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2015.

ARNAGE IMMO S.à r.l.

Geert DIRCKX

Gérant

Référence de publication: 2015034261/16.

(150038849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

**Arnica Holding S.A., Société Anonyme Soparfi,
(anc. Arnica S.A.).**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 134.036.

L'an deux mille quinze, le dix-neuf février.

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute.

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «ARNICA S.A.», ayant son siège social à Luxembourg, 6, rue Adolphe, (R.C.S. Luxembourg: B 134036) constituée suivant acte notarié en date du 30 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2960 du 20 décembre 2007. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié en date du 30 décembre 2014, non encore publié.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Giovanni CIRASA, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Virginie MICHELS, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Ludovic KELTERBAUM, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour

1. Changement de dénomination en: ARNICA HOLDING S.A.

2. Divers.

II) Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte pour être soumis à l'enregistrement en même temps.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée. Tous les actionnaires présents se reconnaissent dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, de sorte qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

IV) La présente assemblée, représentant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée prend, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de modifier la dénomination sociale de la Société en «ARNICA HOLDING S.A.», avec effet rétroactif au 30 décembre 2014.

En conséquence, l'article 1^{er} des statuts de la société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. «Il existe une société anonyme sous la dénomination sociale de ARNICA HOLDING S.A.»

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la société, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. CIRASA, V. MICHELS, L. KELTERBAUM, C. WERSANDT.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 25 février 2015. Relation: EAC/2015/4468. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015034263/48.

(150038763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

Artemis Connections S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 130.788.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire de la Société tenue en date du 20 février 2015 que:

- La démission de M. Patrick MOINET, administrateur de catégorie A de la Société ont été acceptées avec effet au 13 février 2015;

- La personne suivante a été nommée administrateur de catégorie A et de la Société, avec effet au 13 février 2015 et ce jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2018:

* Monsieur Martin HUBERT, né le 28 avril 1982 à Messancy, Belgique, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2015.

Référence de publication: 2015034265/17.

(150038391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

Atlas European Holdco I S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 128.271.

—
Je, soussigné,

Jorrit Crompvoets, né le 16 Mai 1976 à Voorst, Pays Bas, ayant mon adresse professionnelle au 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg,

déclare par la présente avoir démissionné en tant que Gérant de Atlas European Holdco I S.à r.l., à compter du 9 Février 2015

Luxembourg.

Jorrit Crompvoets.

Référence de publication: 2015034269/13.

(150037986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

B+C Beschläge S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 52.498.

—
Le siège social de la société a été transféré avec effet immédiat, à l'adresse suivante:

80, Rue des Romains

L-8041 Strassen

Strassen, le 24 février 2015.

B+C BESCHLÄGE SARL

Référence de publication: 2015034271/12.

(150038693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

Banque Coopérative Européenne S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 48.007.

—
"Wir teilen mit, dass

Herr Dr. Bernhard Früh; 4, rue Thomas Edison; L - 1445 Strassen sein Verwaltungsratsmandat mit Wirkung zum 28. Februar 2015 niederlegt."

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Freundliche Grüße
DZ PRIVATBANK S.A.
E. Spurk

Référence de publication: 2015034273/14.

(150038449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

Bedford Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Senningerberg, 6, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 185.470.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 27 février 2015.

Référence de publication: 2015034274/10.

(150038608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

Bikbergen, Barge S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 56.363.

—
Il résulte du procès-verbal du conseil de gérance de la société en date du 27 janvier 2015 que le siège social de la société a été transféré du 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec effet au 27 janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Fait à Luxembourg, le 27 février 2015.

Référence de publication: 2015034276/12.

(150038778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

**SEFker Capital SCSp, Société en Commandite spéciale,
(anc. Blue Sea Capital Adriatic Investment SCSp).**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 194.771.

—
EXTRAIT

Il est porté à la connaissance du public que la dénomination de la société est désormais «SEEker Capital SCSp».

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2015.

Pour la société

Van Campen Liem Luxembourg

Référence de publication: 2015034277/14.

(150038645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

Bouwfonds International Real Estate Fund Services Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 125.000,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 105.335.

—
Rectificatif de la publication enregistré sous référence L060099652 déposé le 19.09.2006

Il est porté à la connaissance du Registre que dans le cadre du dépôt L060099652, une erreur a été commise dans le remplacement du KPMG par DELOITTE S.A., ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg. En effet, DELOITTE S.A. a été nommé pour une durée de mandat illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2015.

Référence de publication: 2015034279/14.

(150038528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

Externe Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-4176 Esch-sur-Alzette, 30, rue Jos Kieffer.

R.C.S. Luxembourg B 43.205.

—
L'an deux mille quinze, le dix-septième jour du mois de février;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de la société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg "EXTERNE HOLDING S.A.", établie et ayant son siège social à L-4176 Esch-sur-Alzette, 30, rue Jos Kieffer, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 43205, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 9 mars 1993, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 255 du 29 mai 1993,

et dont les statuts (les "Statuts") ont été modifiés suivant actes reçus par:

- ledit notaire Emile SCHLESSER:

* en date du 30 décembre 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 259 du 21 avril 1998;

* en date du 18 mai 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 697 du 27 septembre 2000;

* en date du 25 novembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 178 du 12 février 2004;

* en date du 22 septembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2802 du 17 novembre 2011; et

- le notaire instrumentant, en date du 12 novembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 22 du 4 janvier 2013.

L'Assemblée est présidée par Madame Eva SAWASTYANOWICZ, employée, demeurant à L-4602 Nieder Korn, 155, avenue de la Liberté.

La Présidente désigne comme secrétaire et l'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Christian WEBER, employé, demeurant à L-3428 Dudelange, 89, route de Boudersberg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Constatation que la Société n'a plus qu'un seul actionnaire;
2. Modification du régime de signature statutaire des administrateurs;
3. Refonte complète des statuts afin de les mettre en conformité avec les dispositions actuelles de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et notamment avec les dispositions de la loi du 25 août 2006, introduisant, entre autres, la société anonyme unipersonnelle avec un administrateur unique, sans en modifier ses caractéristiques essentielles, comme l'objet social, l'année sociale et la date d'assemblée générale annuelle;
4. Divers.

B) Que l'actionnaire unique (l'“Actionnaire Unique”) ainsi que le nombre d'actions qu'il possède sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par l'actionnaire unique présent ou le mandataire qui le représente, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que la procuration de l'Actionnaire Unique représenté, signée “ne varietur” par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant représentée à la présente Assemblée et que l'Actionnaire Unique, dûment représenté, déclare avoir été dûment notifié et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée constate qu'à l'heure actuelle la Société n'a plus qu'un seul actionnaire.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide:

- de modifier le régime de signature statutaire des administrateurs et d'adopter en conséquence pour lui la teneur comme reproduite dans ci-après dans l'article 13 des statuts refondus.

- de refondre complètement les statuts, afin de les mettre en conformité avec les dispositions actuelles de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et notamment avec les dispositions de la loi du 25 août 2006, introduisant, entre autres, la société anonyme unipersonnelle avec un administrateur unique, sans en modifier ses caractéristiques essentielles, comme l'objet social, l'année sociale et la date d'assemblée générale annuelle.

Lesdits STATUTS auront désormais la teneur suivante:

I. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de “EXTERNE HOLDING S.A.”, (la “Société”), régie par les présents statuts (les “Statuts”) ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la “Loi”).

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, et l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques, se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La Société pourra réaliser tous commerces ou affaires de toutes sortes et acquérir, entreprendre ou poursuivre tout ou partie des affaires, des biens et/ou passifs de toute personne réalisant des affaires. Dans le cadre de cette activité la Société pourra facturer des commissions sur ventes.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant en toutes monnaies, par voie d'émission et d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question à l'alinéa précédent.

La Société aura encore pour objet notamment le développement ainsi que l'acquisition de brevets et licences, la gestion et la mise en valeur de ceux-ci et de tous autres droits se rattachant à ces brevets et licences ou pouvant les compléter, de même que la gestion, la location, la promotion et la mise en valeur d'immeubles, ceci pour son compte propre. Elle pourra encore, dans le cadre de cette activité, accorder notamment hypothèque ou se porter caution réelle d'engagements en faveur de tiers.

La Société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières dans tous secteurs qui peuvent lui paraître utiles à l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège social est établi à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur sa nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, restera

inchangée. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

La Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une simple décision du conseil d'administration de la Société ou, dans le cas d'un administrateur unique, par une décision de l'administrateur unique.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital souscrit de la Société est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par trois cent dix (310) actions avec une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune et qui ouvrent les mêmes droits à tout égard.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi racheter ses propres actions.

Aussi longtemps que la Société détient ces titres en portefeuille; ils sont dépouillés de leur droit de voce et de leur droit aux dividendes.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance. Ce registre contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La Société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur. Les actions au porteur porteront les indications prévues par l'article 41 de la Loi et seront signées par deux (2) administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite.

Une copie certifiée conforme de l'acte conférant à cet effet délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Tous les certificats au porteur émis devront être immobilisés auprès d'un dépositaire désigné par le conseil d'administration. Le conseil d'administration informera les actionnaires de toute nomination de dépositaire ou de tout changement le concernant dans le délai de trente (30) jours ouvrables. Les actes de nomination ou changement concernant les dépositaires devront être déposés et publiés conformément à l'article 11bis §1^{er}, 3), d) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Un registre des actions au porteur sera ouvert, lequel se trouvera auprès de dépositaire et renseignera la désignation précise de chaque actionnaire, l'indication du nombre des actions au porteur ou coupures détenues, la date du dépôt, les transferts, l'annulation ou la conversion des actions en titres nominatifs avec leur date.

La propriété de l'action au porteur s'établit par l'inscription sur le registre des actions au porteur. A la demande écrite de l'actionnaire au porteur, un certificat peut être lui délivré par le dépositaire constatant toutes les inscriptions le concernant qui lui sera remis endéans trente (30) jours.

Toute cession entre vifs est rendue opposable vis-à-vis des tiers et de la Société par un constat de transfert inscrit par dépositaire sur le registre des actions au porteur sur base de tout document ou notification constatant le transfert de propriété entre cédant et cessionnaire. La notification de transfert pour cause de mort est valablement faite à l'égard de dépositaire, s'il n'y a opposition, sur la production de l'acte de décès, du certificat d'inscription et d'un acte de notoriété reçu par le juge de paix ou par un notaire.

III. Assemblées générales des actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le 2^{ème} mardi du mois de mai à 12.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme son mandataire.

L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo, conférences téléphoniques ou tout autre moyen de télécommunication est autorisée et les actionnaires utilisant ces technologies seront présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo, par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit ou par télécopie, télégramme, télex, téléphone ou tout autre moyen de télécommunication, étant entendu que dans ce dernier cas le vote devra être confirmé par écrit. Tout actionnaire peut aussi voter par correspondance, en retournant un formulaire dûment complété et signé (le "formulaire") envoyé par le conseil d'administration, l'administrateur unique ou deux administrateurs, suivant le cas et contenant les mentions suivantes en langue anglaise et française:

- a) le nom et l'adresse de l'actionnaire;
- b) le nombre d'actions qu'il détient;
- c) chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) une déclaration par laquelle l'actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolution(s) pour lesquelles un vote est requis;
- e) une case pour chaque résolution à considérer;
- f) une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l'actionnaire veut approuver, rejeter ou s'abstenir de voter;
- g) une mention de l'endroit et de la date de signature du formulaire;
- h) la signature du formulaire et une mention de l'identité du signataire autorisé selon le cas; et
- i) la déclaration suivante: "A défaut d'indication de vote et si aucune case n'est cochée, le formulaire est nul."

L'indication de votes contradictoires au regard d'une résolution sera assimilée à une absence d'indication de vote. Le formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le formulaire parvient à la Société deux jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la Société à la fois une procuration et le formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la Société, le vote exprimé dans le formulaire primera.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

Le conseil d'administration nomme et révoque les employés et agents de la Société et peut en outre s'adjoindre toute personne dont la collaboration lui apparaît utile ou nécessaire pour faciliter la réalisation de l'objet social.

Il peut en outre, sans que l'énumération qui va suivre soit limitative, acheter, vendre, échanger, acquérir et aliéner tous biens meubles et droits, acquérir, construire ou prendre à bail, même pour plus de neuf ans, le ou les immeubles nécessaires aux services de la Société et aliéner ce ou ces immeubles s'il échet, prêter ou emprunter à court ou à long terme avec ou sans garantie, assumer tous engagements de caution, consentir et accepter toutes garanties hypothécaires ou autres, avec ou sans clause de voie parée, donner mainlevée avec renonciation à tous droits réels, privilèges, hypothèques et actions résolutoires, de toutes inscriptions, transcriptions, mentions, saisies et oppositions sans qu'il ne soit nécessaire de justifier d'aucun paiement, dispenser le Conservateur des Hypothèques de prendre inscription d'office, accorder toutes priorités d'hypothèques et de privilèges, céder tous rangs d'inscription, faire tous paiements même s'ils n'étaient pas des

paiements ordinaires d'administration, remettre toutes dettes, transiger et compromettre sur tous intérêts sociaux, proroger toutes juridictions, renoncer aux voies de recours ou à des prescriptions acquises.

Le conseil peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous signatures privées.

Art. 13. Tous les actes qui engagent la Société porteront la signature d'un administrateur conjointement avec celle d'un des administrateurs-délégués. En outre, le conseil d'administration pourra déléguer la gestion journalière des affaires de la Société, ainsi que la représentation de la Société, en ce qui concerne cette gestion, à une ou plusieurs personnes dont la seule signature engagera la Société dans les limites des pouvoirs qui leur ont été confiés. La Société sera valablement représentée par un seul de ses administrateurs ou par un fondé de procuration spéciale dans ses rapports avec les administrations publiques.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la Loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Des dividendes peuvent également être payés sur bénéfices reportés d'exercices antérieurs. Les dividendes seront payés en euros ou par distribution gratuite d'actions de la Société ou autrement en nature selon la libre appréciation des administrateurs, et peuvent être distribués à tout moment à déterminer par le conseil d'administration.

Le paiement de dividendes sera fait aux actionnaires à l'adresse indiquée dans le registre des actions. Aucun intérêt ne sera dû par la Société sur dividendes distribués mais non revendiqués.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Troisième résolution

L'Actionnaire Unique demande au conseil d'administration de procéder à l'annulation de ses deux titres au porteur, numéro 1 portant sur trois cents (300) actions et numéro 2 portant sur dix (10) actions, et de créer un registre des actionnaires.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et personne ne demandant la parole, la Présidente a ensuite clôturé l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: E. SAWASTYANOWICZ, C. WEBER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 19 février 2015. 2LAC/2015/3688. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 26 février 2015.

Référence de publication: 2015034414/325.

(150038529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

CS Interiors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 127, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 167.669.

L'an deux mille quatorze, le dix-neuvième jour du mois de décembre;

Pardevant Nous Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Nicolas CONTOR, né le 28 septembre 1982, à Messancy, demeurant à B-6700 Arlon (Fouches), rue d'Etalle, 84,

représenté par Maître Cédric Bellwald, maître en droit, demeurant à Bofferdange, en vertu d'une procuration daté du 16 décembre 2014.

La procuration prémentionnée signée «ne varietur» par tous, la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée à ce document pour être soumis à l'enregistrement.

Lequel comparant, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Le comparant est le seul associé (L'Associé Unique) de la société à responsabilité limitée CS INTERIORS S. à r.l., ayant son siège social au 5, rue de la Sapinière, L-8150 Bridel, (la «Société»), constituée suivant acte reçu par Maître Tom Metzler, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 9 mars 2012, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1108 du 2 mai 2012.

II.- L'Associé Unique détient l'ensemble des cent (100) parts sociales émises dans la société de sorte que les décisions peuvent valablement être prises sur tous les points portés à l'ordre du jour.

II.- L'ordre du jour sur lequel des résolutions doivent être adoptées est le suivant:

Ordre du jour

1. Transfert du siège social de la société du 5, rue de la Sapinière, L-8150 Bridel au 127, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg et modification subséquente des statuts de la Société.

Ensuite l'Associé Unique a pris la résolution suivante:

Résolution

L'Associé Unique décide de transférer le siège social de la Société du 5, rue de la Sapinière, L-8150 Bridel au 127, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg et de modifier l'article 2 des statuts de la Société de manière à le lire comme suit:

«Le siège de la Société est établi dans la commune de Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

Le siège social de la Société peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'Etranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que ses événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.».

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'Etude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au porteur de procuration, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. BELLWALD et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63805. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015034370/56.

(150038651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

Katla Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 96.002.

The Board of Directors is pleased to convene the shareholders of KATLA FUND to attend the
ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the SICAV on 16 April 2015 at 10.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the approved statutory auditor
2. Approval of the annual accounts as at 31 December 2014
3. Allocation of the results
4. Discharge to the directors
5. Appointment of the approved statutory auditor
6. Statutory elections
7. Miscellaneous

The shareholders are advised that no quorum for the statutory general meeting is required and that decisions will be taken by simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV. Shareholders, who wish to attend the annual general meeting, are requested to inform the Board of Directors (Fax nr: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bdl.lu) at least five calendar days prior to the annual general meeting.

Référence de publication: 2015046780/755/21.

St. Modwen Properties I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 154.036.

Les comptes annuels au 30 novembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015035384/10.

(150039268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

Stesa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8053 Bertrange, 87, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 85.069.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2015035387/10.

(150039041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.
